



L'armée française supervise un accord de partage du pouvoir en République centrafricaine

Par [Patrick O'Connor](#)

Mondialisation.ca, 02 février 2013

WSWS.org

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Après avoir déployé le mois dernier plusieurs centaines de soldats en République centrafricaine, le gouvernement français a supervisé la signature d'un accord de paix entre le président François Bozizé et les dirigeants des milices rebelles qui avaient menacé d'envahir la capitale Bangui.

En plus d'avoir accepté de ne pas briguer un nouveau mandat présidentiel après 2016, Bozizé a congédié l'ensemble de son gouvernement et nommé comme premier ministre Nicolas Tiangaye, désigné par les rebelles. Tiangaye prévoit la mise en place rapide d'un gouvernement d'union nationale en préparation des élections législatives de l'année prochaine.

Le réalignement politique qui est enclenché est dicté par le gouvernement français qui vise à réaffirmer son contrôle sur son ancienne colonie riche en ressources et à contrer l'influence grandissante de la Chine. L'opération en Centrafrique fait partie d'une décision plus large de l'impérialisme américain et français d'étayer leur domination stratégique en Afrique par le biais d'interventions militaires directes. La dernière en date implique une offensive terrestre dirigée par la France au Nord Mali et le stationnement de drones américains et de troupes françaises au Niger voisin.

Bozizé, un ancien général, s'était lui-même nommé président en 2003 après avoir dirigé un coup d'Etat qui avait été soutenu par le gouvernement français. Il a ensuite été tributaire du soutien français pour garder le pouvoir dans ce pays appauvri et chroniquement instable. En 2006 et en 2007, les forces militaires françaises stationnées dans le pays avaient lancé des frappes aérienne et des attaques terrestres contre les milices rebelles, les empêchant de mettre à exécution leur menace de s'emparer de la capitale et de renverser le gouvernement. En décembre dernier, une coalition hétéroclite de milices anti-gouvernementales appelée Séléka (« alliance » en sango, la langue usuelle de la RCA) avait lancé une nouvelle offensive en s'emparant de vastes étendues de territoires dans le Nord et l'Est du pays.

Le gouvernement français a réagi en faisant plus que doubler les 250 soldats déjà déployés en Centrafrique pour les porter à près de 600. Mais, à la différence de 2006 et 2007, Paris a refusé de soutenir Bozizé contre des rebelles. Les soldats français - aux côtés de ceux faisant partie de la Force multinationale d'Afrique centrale (Fomac) qui a été formée par plusieurs Etats avoisinants - ont donc sécurisé la capitale contre une nouvelle avancée des rebelles tandis que le gouvernement français a exigé des pourparlers de paix.

L'accord du 11 janvier, signé au Gabon en Afrique de l'Ouest, a conduit Bozizé à faire ses premières concessions politiques majeures en dix ans de présidence autocratique.

Le gouvernement français est en train de développer de nouveaux mécanismes en République centrafricaine (RCA). Des dépêches diplomatiques américaines publiées par WikiLeaks ont détaillé la rupture des relations entre Paris et le régime Bozizé. Plusieurs dépêches de 2009 révèlent l'hostilité à l'égard de certaines entraves rencontrée par l'entreprise française Areva alors qu'elle tentait de s'assurer les droits d'exploiter l'uranium dans un site situé dans le Sud du pays.

Le 17 juin 2009, l'ambassadeur américain Frederick Cook avait envoyé un câble disant, « relations France-RCA sérieusement sous tension, » en concluant : « Bozizé semble croire avoir réussi à être le moindre mal dans le paysage politique de la RCA. Il s'imagine donc être indispensable pour ses voisins et les Français, une supposition que l'ambassade américaine (« AmEmbassy ») à Bangui croit être une erreur grossière. »

Une autre dépêche envoyée cinq mois plus tard était intitulée « L'influence chinoise grandissante en RCA est évidente. » Elle précisait dans quelle mesure tant les intérêts américains que français étaient en train de céder du terrain à Beijing qui était en train d'« accroître sa coopération militaire, sa diplomatie publique et ses efforts de développement. » Le câble soulignait qu'alors qu'il n'y avait que quatre agents diplomatiques résidant à l'ambassade américaine de Bangui, l'ambassade chinoise comptait une quarantaines d'employés. Il ajoutait qu'environ 40 officiers de l'armée de la RCA étaient formés tous les ans en Chine, contre les deux ou trois officiers qui allaient aux Etats-Unis et les 10 à 15 en France.

En montrant clairement les calculs prédateurs qui se cachent derrière la présence américaine et française en République centrafricaine, le câble faisait référence aux « riches ressources naturelles inexploitées » du pays en prévenant : « Les investissements français étant moribonds et l'influence française de façon générale en déclin, les Chinois en toute probabilité se positionnent comme étant le principal bienfaiteur de la RCA en échange de l'accès aux vastes dépôts d'uranium, d'or, de fer, de diamants et probablement de pétrole. »

L'ambassadeur américain a aussi mis en garde que Bozizé « salue cette relation comme étant une alternative aux relations plus restrictives avec la France et l'Occident » en se « rapprochant [probablement] de plus en plus de la Chine comme alternative aux bienfaiteurs français et occidentaux. »

Le 27 décembre, Bozizé a prononcé un discours dans lequel il a laissé entendre que ce qui se cachait derrière la crise c'était l'opposition française émise plus tôt contre de l'octroi de contrats d'exploration de pétrole à des entreprises chinoises. « Avant de donner le pétrole aux Chinois, j'ai rencontré à Paris [l'entreprise pétrolière] Total et leur ai dit de prendre le pétrole, » a-t-il déclaré. « Rien ne s'est passé. J'ai donné le pétrole aux Chinois et c'est devenu un problème. »

Selon la Voix de l'Amérique, au moment même où Bozizé signait le 11 janvier l'accord de partage du pouvoir, il déclarait vouloir « œuvrer pour renforcer les liens avec la Chine et promouvoir l'exploration et le développement pétrolier. »

Bozizé ne demeure probablement au pouvoir qu'en raison de l'absence d'une alternative

viable pour les pouvoirs impérialistes. Les rebelles de la Séléka sont une coalition conflictuelle comprenant diverses milices ayant des programmes différents. Certaines de ces milices ont été formées par des partisans de l'ancien président Ange-Félix Patassé, d'autres prétendent représenter la minorité musulmane du pays tandis que d'autres encore sont organisées par différentes communautés tribales qui se défendent elles-mêmes contre les forces de sécurité brutales de Bozizé. Il est difficile de dire si toutes ces milices accepteront les termes de l'accord du 11 janvier qui impliquent que les rebelles renoncent au contrôle des villes qu'elles ont capturées aux forces gouvernementales.

Toute rupture du soi-disant accord de paix pourrait rapidement déclencher une intervention plus vaste de la France et des Etats-Unis.

Patrick O'Connor

Article original, [WSWS](#), paru le 31 janvier 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Patrick O'Connor](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : [Patrick O'Connor](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca